Bruxelles : une euromanifestation haute en couleurs et en combativité !

vendredi 22 décembre 2023, par CGT educ'action

Le 12 décembre denier, à Bruxelles, plus de 15 000 manifestant·es, dont 3000 issu·es des rangs de la CGT ont porté les couleurs et les voix des travailleuses et des travailleurs d'Europe, à l'appel de la Confédération Européenne des Syndicats (CES). Plusieurs initiatives avaient également lieu sur les zones frontalières et, notamment, à Perthus (66) avec 1000 manifestant·es français·es et espagnol·es.

Cette mobilisation a eu lieu à la veille de la réunion du conseil européen des 14 et 15 décembre qui doit décider de nouvelles restrictions budgétaires. On le sait, ces coupes frapperaient d'abord et surtout les dépenses sociales et les services publics, alors que le projet d'accord prévoit d'exclure les dépenses d'armement du calcul du déficit. Si ces règles d'austérité étaient adoptées, les conséquences seraient immédiates en France avec 15 à 30 milliards de coupes qui seraient imposées dans les dépenses dès 2024. Elles seraient catastrophiques pour l'environnement en repoussant encore les investissements massifs nécessaires. Cette journée de mobilisation était une nouvelle démonstration d'unité des organisations syndicales françaises qui ont réitéré leur interpellation à Emmanuel Macron : la France doit combattre le retour de ces règles d'austérité qui plongeraient l'Europe dans une grave crise économique.

Cette euromanifestation fait suite à la manifestation de Paris du 13 octobre qui avait compté plus de 1000 militant·es européens du Portugal à la Roumanie. Ce processus de mobilisation a pour objectif d'enterrer ces politiques d'austérité et de peser sur les élections européennes de 2024. L'Extrême droite prospère sur les cendres laissées derrière elles par les politiques néo libérales qui donnent le ton aujourd'hui en Europe et serait la première bénéficiaire du rétablissement de règles d'austérité. Si l'Extrême droite parvenait à atteindre une masse critique, elle aurait alors la capacité de peser sur les décisions européennes. Rappelons que l'Extrême droite bataille au niveau européen contre les politiques environnementales, les migrants, le social : les élus RN ont, par exemple, voté contre la directive salaire minimum en Europe !

Pavoisée aux couleurs des nombreuses organisations participantes, depuis le Portugal jusqu'à la Lituanie et de l'Irlande à la Turquie, l'euromanifestation d'aujourd'hui a exprimé, avec force, sa combativité face aux institutions européennes en ouvrant sa tribune aux secrétaires générales et généraux de la CGT (Sophie Binet), de la CFDT (Marylise Léon), de la CGIL (Italie, Maurizio Landini), de la FGTB (Belgique, Miranda Ulens), de la CSC (Belgique, Marie Hélène Ska) aux côtés d'Esther Lynch, Secrétaire générale de la CES, qui a dénoncé les politiques d'austérité et les atteintes aux libertés syndicales en Europe.

Une autre Europe pour un autre avenir économique, social et démocratique

La CGT milite pour que les politiques européennes répondent d'abord aux aspirations et aux besoins du monde du travail et non à des idéologies libérales qui se sont révélées destructrices sur le plan économiques, social et environnemental. Plutôt que la concurrence généralisée, il s'agit de promouvoir la coopération et la solidarité.

Face au détricotage des services publics et des politiques industrielles et à l'accroissement des inégalités qui nourrissent la montée très inquiétante des forces d'extrême droite en Europe, les syndicats s'organisent avec la CES pour dénoncer les impasses des politiques européennes actuelles et l'imposture des fausses réponses de l'extrême droite partout en Europe.

L'urgence ? L'augmentation des salaires !

Dans toute l'Europe, l'inflation a grignoté nos salaires, sauf là où ils sont indexés sur les prix, comme en Belgique. Dans le même temps, les profits des entreprises continuent de capter encore plus de richesses crées et les gouvernements comme les employeurs refusent d'augmenter les salaires, ce qui accentue d'autant les inégalités entre les femmes et les hommes.

Avec son entêtement aveugle à vouloir limiter les dépenses publiques et se concentrer sur des politiques "de l'offre" qui ne favorisent que les banques et les marchés financiers et les marges des entreprises, l'Union Européenne se prive des moyens d'agir.

Le dérèglement climatique comme les destructions d'emploi ne sont pourtant pas des fatalités, mais bien les résultats de choix politiques.

- Lire ici l'intégralité de notre article confédéral sur la journée du 12 décembre.
- Philippe, militant de la CGT Educ'action de l'Ain, a fait partie de la délégation de la CGT de l'Ain. De retour de Bruxelles, il a écrit un article à lire ci-dessous. *Erratum : le nombre de manifestant.es était de plus de 15 000.*